

# Pour une campagne commune pour interdire le Glyphosate

Category: Écologie

écrit par jmfouquer | 6 septembre 2018

Le remplacement de Nicolas Hulot par François de Rugy confirme l'absence de volonté d'Emmanuel Macron et du gouvernement Philippe de mettre en œuvre une véritable transition écologique.

Dans cette situation, avec un nouveau ministre de l'écologie peu connu pour la force de ses convictions, il est d'autant plus probable que la France ne tienne pas l'engagement verbal pris par Emmanuel Macron d'interdire le glyphosate d'ici trois ans. Depuis cette annonce, les demi-mesures et les oppositions du ministre de l'agriculture conduisent à une nouvelle impasse.

Or, il y a urgence à proscrire l'usage de ce pesticide dangereux, produit par Monsanto, « cancérogène probable chez l'homme » selon l'Organisation Mondiale de la Santé. L'interdiction de ce produit, essentiel au fonctionnement des systèmes agricoles productivistes, comme à celui de l'ensemble du système agro-industriel, doit, pour être efficace, s'inscrire dans une politique d'ensemble ; tout en favorisant, si besoin par la contrainte, les bonnes pratiques sans glyphosate, devra être engagé une réduction massive de l'usage des pesticides dans la perspective d'une réelle transition écologique dans l'agriculture.

Plusieurs responsables politiques de gauche, de différents partis, se sont prononcés ces dernières semaines pour des actions communes sur cette question. La France Insoumise a proposé l'organisation d'une « votation citoyenne » sur l'interdiction du Glyphosate, et indiqué qu'elle déposerait une proposition de loi dans ce sens, en commun avec qui le

voudrait. Ces prises de position vont dans le bon sens.

Il est essentiel qu'une large campagne citoyenne puisse se développer dans le pays, associant de façon pluraliste, forces associatives, syndicales et politiques pour imposer une interdiction du Glyphosate en France.